

fois donné ordre qu'on trouve l'argent nécessaire. Il nous sera possible d'y arriver en faisant des économies internes, en réduisant de beaucoup les dépenses de voyage et nos taux d'activité, en appliquant des mesures additionnelles de conservation de l'énergie, en disposant du matériel excédentaire et en ayant recours à d'autres moyens d'économiser. J'aurais préféré ne pas en arriver là, mais il faut être réaliste. Le gouvernement livre à l'inflation une lutte qu'il faut gagner et qui nous concerne tous. Le gouvernement, faisant preuve de prudence, a décidé que le budget de la défense ne pouvait être réduit et nous devons l'aider dans toute la mesure du possible. Cela signifie qu'il nous faut "en avoir pour notre argent" et que nous devons économiser chaque fois que nous le pouvons. Cela m'amène à vous entretenir de ce que je considère comme étant la troisième étape de la révision des structures de Défense.

Cette étape comprendra ma recommandation au ministre concernant le dispositif des Forces qui leur permettra le mieux de remplir leurs rôles. Cette question a, bien sûr, fait l'objet d'une étude lors des deux étapes précédentes et je serai bientôt prêt à présenter mes recommandations au ministre. Je vous ferai part de mon point de vue au sujet d'un de nos dispositifs possibles dans quelques instants, mais, pour le moment, essayons de déterminer quelle est notre position actuelle. Disons tout de suite que nous avons trop d'unités d'entretien, c'est-à-dire trop d'arrières et pas assez d'avants. Il en coûte au MDN des millions de dollars pour garder en service des bases dont nous n'avons plus besoin pour accomplir efficacement nos tâches. Tout aussi important, on y trouve des personnes dont les services pourraient être employés à bien meilleur escient au sein d'unités de combat. J'ai donc l'intention de recommander au ministre de fermer un certain nombre de bases ou d'en réduire les effectifs. Dans le climat économique actuel, la plupart des sociétés étudient leur position de la même façon. Cela permettra d'économiser sur les frais d'opération et d'entretien et de déterminer les postes excédentaires qui pourraient être transférés là où un urgent besoin se fait sentir.

Il se peut que le Cabinet n'accepte pas toutes mes recommandations dans ce sens, ce qui est compréhensible, étant donné qu'elles se fonderont sur des besoins purement militaires, sans tenir compte des autres facteurs que le gouvernement doit considérer. Si, toutefois, pour les autres raisons précitées, le gouvernement n'accepte pas toutes mes propositions, j'ai la conviction, naturellement, qu'il sera prêt à remanier le budget du ministère, de sorte que nous soyons en mesure de maintenir la capacité opérationnelle convenue.

J'aimerais soulever un autre point à ce sujet. J'ai vu paraître dans